Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 4 DÉCEMBRE 1834.

LOI COMMUNALE.

Nouvelle rédaction de l'art. 103 nouveau, présenté par M. Du Bois.

Ne peuvent exercer les fonctions de secrétaire :

1° Les membres des cours, des tribunaux civils et des justices de paix, non compris leurs suppléans; les officiers du parquet, les greffiers et commis-greffiers près des cours et tribunaux civils et de commerce et de justice de paix ;

2° Les militaires et employés militaires appartenant à l'armée de ligne ou en disponibilité ;

3° Les membres des administrations, des hospices et des bureaux de bienfaisance ;

4° Les commissaires et agens de police et de la force publique ;

5° Les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines en activité de service ;

6° Les ministres des cultes ;

7° Les employés du gouvernement provincial ou commissariat de district.

Dans le cas où il y aurait parenté ou alliance entre les membres du Collège et le secrétaire, il y a incompatibilité; les dispositions énoncées à l'art. 12 de la présente loi sont applicables à ce dernier.

Amendement de M. LEGRELLE à l'art. 110 de la section centrale.

Je propose de modifier la rédaction de l'art. 110 de la section centrale, en ôtant le terme de la durée des fonctions du receveur communal.

Je propose aussi d'ajouter à l'art. 112 : *et un vingtième lorsque le montant de ces recettes surpasse cinq cent mille francs.*

Amendement de M. JULLIEN à l'art. 106 de la Section centrale.

Le secrétaire est remplacé, etc.

« Soit par un membre du conseil municipal choisi par le conseil, soit par
» un employé de la régence que le conseil désigne. »

Amendement de M. DUMORTIER au même article.

« En cas d'empêchement momentané, le secrétaire est nommé par le
» conseil, sauf le cas d'urgence où il est désigné par le collège. »

Addition à l'art. LXV proposée par M. DUMORTIER.

Le conseil peut toujours décider que les procès-verbaux adoptés sont signés par tous les membres qui ont assisté à la séance.